

RCS : ANNECY Code greffe : 7401

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ANNECY atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1989 B 80071 Numéro SIREN : 349 637 967 Nom ou dénomination : LUC MAULET
--

Ce dépôt a été enregistré le 20/01/2020 sous le numéro de dépôt B2020/000552

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE

ANNECY

DEPOT DES COMPTES ANNUELS

n° de dépôt : **B2020/000552**
n° de gestion : **1989B80071**
n° SIREN : **349 637 967 RCS Annecy**

Le greffier du Tribunal de Commerce d'Annecy certifie avoir procédé le 20/01/2020 à un dépôt annexé au dossier du registre du commerce et des sociétés de la société :

LUC MAULET - Société à responsabilité limitée
3090 route Nationale 203 74800 Etaux -FRANCE-

date de clôture : 31/12/2018

Ce dépôt comprend les documents comptables prévus par la législation en vigueur.

Concernant les événements RCS suivants :

Dépôt des comptes annuels



830023

SARL ENTREPRISE LUC MAULET

3056 ROUTE NATIONALE 203

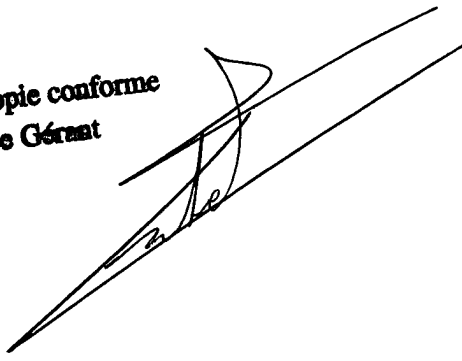
74800 ETEAUX

BILAN ET COMPTE DE RÉSULTAT

Présenté en Euros

Période du 01/01/2018 au 31/12/2018

Pour copie conforme
Le Gérant



Désignation de l'entreprise : <u>SARL ENTREPRISE LUC MAULET</u>		Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois * <u>12</u>	
Adresse de l'entreprise <u>3056 ROUTE NATIONALE 203 74800 ETEAUX</u>		Durée de l'exercice précédent * <u>12</u>	
Numéro SIRET * <u>3 4 9 6 3 7 9 6 7 0 0 0 1 0</u>			Néant <input type="checkbox"/> *
		Exercice N clos le. <u>31/12/2018</u>	
		Brut 1	Amortissements, provisions 2
		Net 3	
Capital souscrit non appelé (I)		AA	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB	AC
	Frais de développement *	CX	CQ
	Concessions, brevets et droits similaires	AF	AG
	Fonds commercial (1)	AH	AI
	Autres immobilisations incorporelles	AJ	AK
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL	AM
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN	AO
	Constructions	AP	AQ
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	AS
	Autres immobilisations corporelles	AT	AU
	Immobilisations en cours	AV	AW
	Avances et acomptes	AX	AY
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS	CT
	Autres participations	CU	CV
	Créances rattachées à des participations	BB	BC
	Autres titres immobilisés	BD	BE
	Prêts	BF	BG
	Autres immobilisations financières *	BH	BI
TOTAL (II)		BJ	BK
STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL	BM
	En cours de production de biens	BN	BO
	En cours de production de services	BP	BQ
	Produits intermédiaires et finis	BR	BS
	Marchandises	BT	BU
	Avances et acomptes versés sur commandes	BV	BW
CRÉANCES	Clients et comptes rattachés (3)*	BX	BY
	Autres créances (3)	BZ	CA
	Capital souscrit et appelé, non versé	CB	CC
DIVERS	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	CD	CE
	Disponibilités	CF	CG
	Charges constatées d'avance (3)*	CH	CI
TOTAL (III)		CJ	CK
Comptes de régularisation	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW	
	Primes de remboursement des obligations (V)	CM	
	Écart de conversion actif * (VI)	CN	
	TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	CO	IA
Renvois : (1) Dont droit au bail :		CP	(3) Part à plus d'un an : CR
Clause de réserve de propriété : *		Stocks :	Créances :

②

BILAN — PASSIF avant répartition

DGFIP N° 2051-SD 2019

Désignation de l'entreprise		SARL ENTREPRISE LUC MAULET		Néant <input type="checkbox"/> *
		Exercice N		
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé :	1 000 000..)	DA	1 000 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport,		DB	
	Ecart de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence	EK	DC	
	Réserve légale (3)		DD	100 000
	Réserves statutaires ou contractuelles		DE	
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours	B1	DF	
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants *	EJ	DG	764 945
	Report à nouveau		DH	
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		DI	679 766
	Subventions d'investissement		DJ	
	Provisions réglementées *		DK	708 851
	TOTAL (II)		DL	3 253 562
	Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs		DM
Avances conditionnées			DN	
TOTAL (III)			DO	
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques		DP	52 040
	Provisions pour charges		DQ	
	TOTAL (III)		DR	52 040
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles		DS	
	Autres emprunts obligataires		DT	
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)		DU	2 300 939
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs	EI	DV	75 229
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		DW	
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		DX	455 802
	Dettes fiscales et sociales		DY	1 100 342
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		DZ	
	Autres dettes		EA	68 651
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)		EB	
TOTAL (IV)		EC	4 000 963	
	Ecart de conversion passif *	(V)	ED	
TOTAL GÉNÉRAL (I à V)		EE	7 306 566	
RENVIS	(1) Écart de réévaluation incorporé au capital		1B	
	(2) Dont	Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C	
		Écart de réévaluation libre	1D	
		Réserve de réévaluation (1976)	1E	
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *		EF	
	(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		EG	2 890 438
(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		EH	1 611	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

③ COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)

DGFIP N° 2052-SD 2019

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts).

Désignation de l'entreprise :		SARL ENTREPRISE LUC MAULET				Néant <input type="checkbox"/> *		
		Exercice N						
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total		
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises *	FA		FB		FC		
	Production vendue	<div> <div>biens *</div> <div>services *</div> </div>	FD	10 165	FE		FF	10 165
			FG	10 608 573	FH	40 472	FI	10 649 046
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	10 618 738	FK	40 472	FL	10 659 210	
	Production stockée *					FM	14 672	
	Production immobilisée *					FN		
	Subventions d'exploitation					FO		
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges * (9)					FP	156 109	
	Autres produits (1) (11)					FQ	3 338	
	Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR	10 833 330
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*					FS		
	Variation de stock (marchandises)*					FT		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*					FU	1 221 715	
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*					FV	14 380	
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*					FW	3 515 765	
	Impôts, taxes et versements assimilés *					FX	181 310	
	Salaires et traitements *					FY	2 924 466	
	Charges sociales (10)					FZ	946 741	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations	- dotations aux amortissements *			GA	1 184 295	
			- dotations aux provisions			GB		
		Sur actif circulant : dotations aux provisions *			GC			
	Pour risques et charges : dotations aux provisions			GD	52 040			
	Autres charges (12)			GE	12 383			
	Total des charges d'exploitation (4) (II)						GF	10 053 095
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GG	780 235	
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée *					GH		
	Perte supportée ou bénéfice transféré *					GI		
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ		
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK		
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL	764	
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM		
	Différences positives de change					GN		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO		
Total des produits financiers (V)						GP	764	
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions *					GQ		
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR	9 625	
	Différences négatives de change					GS		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT		
Total des charges financières (VI)						GU	9 625	
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	(8 861)	
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	771 374	

(RENOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

④

COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Suite)

DGFIP N° 2053-SD 2019

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise		SARL ENTREPRISE LUC MAULET		Néant <input type="checkbox"/> *		
				Exercice N		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		HA			
	* Produits exceptionnels sur opérations en capital *		HB	292 167		
	Reprises sur provisions et transferts de charges		HC	104 289		
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)		HD	396 456		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)		HE	2 167		
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *		HF	18 651		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter)		HG	249 212		
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)		HH	270 030		
4 – RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII – VIII)				HI	126 425	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)				HJ	97 203	
Impôts sur les bénéfices * (X)				HK	120 830	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)				HL	11 230 550	
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)				HM	10 550 783	
5 – BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits – total des charges)				HN	679 766	
RENOIS	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme		HO		
	(2)	Dont	produits de locations immobilières	HY		
			produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	IG		
	(3)	Dont	– Crédit-bail mobilier *	HP	846 979	
			– Crédit-bail immobilier	HQ		
	(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)		IH		
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées		IJ		
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées		IK		
	(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)		HX		
	(6ter)	Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)	RC			
			Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)	RD		
	(9)	Dont transferts de charges		A1	107 672	
	(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)		A2		
	(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)		A3		
	(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)		A4		
	(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives	A6	obligatoires	A9	
	(7)	Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :		Exercice N		
			Charges exceptionnelles		Produits exceptionnels	
PRIX DE VENTE DES IMMOBILISATIONS CEDEES				292 167		
REPRISES AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES				104 289		
PENALITES ET AMENDES		2 167				
VALEURS NETTES COMPTABLES DES IMMOB CEDEES		18 651				
(8)	Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :		Exercice N			
		Charges antérieures		Produits antérieurs		

DGFIP 2053 20.
EXTENSION 1

SAGE Experts-comptables janvier 2019 : Etat préparatoire.

Désignation de l'entreprise SARL ENTREPRISE LUC MAULET

Néant ☐ *

CADRE A		IMMOBILISATIONS				Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice		1 Augmentations		2		3		
								Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence		Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste				
INCORP.	Frais d'établissement et de développement				TOTAL I		CZ		D8		D9			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles				TOTAL II		KD	14 374	KE		KF			
CORPORELLES	Terrains						KG		KH		KI			
	Constructions	Sur sol propre	Dont Composants	L9			KJ		KK		KL			
		Sur sol d'autrui	Dont Composants	M1			KM		KN		KO			
		Installations générales, agencements* et aménagements des constructions		Dont Composants	M2				KP		KQ			
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		Dont Composants	M3			KS	1 616 735	KT		KU	698 877		
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers *					KV	87 855	KW		KX			
		Matériel de transport *					KY	7 278 142	KZ		LA	1 090 761		
		Matériel de bureau et mobilier informatique					LB	62 512	LC		LD	2 700		
		Emballages récupérables et divers *					LE		LF		LG			
	Immobilisations corporelles en cours						LH	13 243	LI		LJ	249 305		
	Avances et acomptes						LK		LL		LM			
	TOTAL III						LN	9 058 488	LO		LP	2 041 643		
	FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence						8G		8M		8T		
		Autres participations						8U	20 000	8V		8W		
Autres titres immobilisés						IP	24 170	IR		IS	2			
Prêts et autres immobilisations financières						IT	20 580	IU		IV				
TOTAL IV						LQ	64 750	LR		LS	2			
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)						OG	9 137 611	OH		OJ	2 041 645			

CADRE B		IMMOBILISATIONS	Diminutions				Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice	Réévaluation légale * ou évaluation par mise en équivalence			
			par virement de poste à poste		par cessions à des tiers ou mises hors service ou résultant d'une mise en équivalence			Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice			
			1		2		3		4		
INCORP.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL I		IN		CO		DO		D7	
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL II		IO		LV		LW	14 374	IX	14 374
CORPORELLES	Terrains		IP		LX		LY		LZ		
	Constructions	Sur sol propre	IQ		MA		MB		MC		
		Sur sol d'autrui	IR		MD		ME		MF		
		Inst. gales, agencés et am. des constructions	IS		MG		MH		MI		
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		IT		MJ	5 878	MK	2 309 734	ML	2 309 734	
	Autres immobilisations corporelles	Inst. gales, agencés, aménagements divers	IU		MM		MN	87 855	MO	87 855	
		Matériel de transport	IV		MP	335 789	MQ	8 033 114	MR	8 033 114	
		Matériel de bureau et informatique, mobilier	IW		MS		MT	65 212	MU	65 212	
		Emballages récupérables et divers *	IX		MV		MW		MX		
	Immobilisations corporelles en cours		MY		MZ		NA	262 549	NB	262 549	
	Avances et acomptes		NC		ND		NE		NF		
	TOTAL III		IY		NG	341 667	NH	10 758 464	NI	10 758 464	
	FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence		IZ		OU		M7		OW	
		Autres participations		IO		OX		OY	20 000	OZ	20 000
Autres titres immobilisés		II		2B		2C	24 172	2D	24 172		
Prêts et autres immobilisations financières		I2		2E	1 000	2F	19 580	2G	19 580		
TOTAL IV		I3		NJ	1 000	NK	63 752	2H	63 752		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		I4		OK	342 667	OL	10 836 590	OM	10 836 590		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Désignation de l'entreprise : <u>SARL ENTREPRISE LUC MAULET</u>	Néant <input type="checkbox"/> *
---	----------------------------------

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES (OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF) *							
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
Frais d'établissement et de développement TOTAL I		CY		EL		EM		EN	
Autres immobilisations incorporelles TOTAL II		PE	6 751	PF		PG		PH	6 751
Terrains		PI		PJ		PK		PL	
Constructions	Sur sol propre	PM		PN		PO		PQ	
	Sur sol d'autrui	PR		PS		PT		PU	
	Inst. générales, agencements et aménagement des constructions	PV		PW		PX		PY	
Installations techniques, matériel et outillage industriels		PZ	999 763	QA	286 953	QB	5 078	QC	1 281 638
Autres immobilisations corporelles	Inst. générales, agencements, aménagement divers	QD	81 979	QE	2 835	QF		QG	84 814
	Matériel de transport	QH	4 954 904	QI	892 265	QJ	318 938	QK	5 528 230
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	QL	60 131	QM	2 243	QN		QO	62 374
	Emballages récupérables et divers	QP		QR		QS		QT	
	TOTAL III	QU	6 096 776	QV	1 184 295	QW	324 016	QX	6 957 055
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)		ØN	6 103 528	ØP	1 184 295	ØQ	324 016	ØR	6 963 807

CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES												
Immobilisations amortissables		DOTATIONS						REPRISES						Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice
		Colonne 1 Différentiel de durée et autres	Colonne 2 Mode dégressif		Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel		Colonne 4 Différentiel de durée et autres		Colonne 5 Mode dégressif		Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel			
Frais établissements TOTAL I		M9		N1		N2		N3		N4		N5		N6
Autres immob. incorporelles TOTAL II		N7		N8		P6		P7		P8		P9		Q1
Terrains		Q2		Q3		Q4		Q5		Q6		Q7		Q8
Constructions	Sur sol propre	Q9		R1		R2		R3		R4		R5		R6
	Sur sol d'autrui	R7		R8		R9		S1		S2		S3		S4
	Inst. gales, agenc et am. des const.	S5		S6		S7		S8		S9		T1		T2
Inst. techniques mat. et outillage		T3		T4	106 210	T5		T6		T7	21 030	T8		T9
Autres immobilisations corporelles	Inst. gales, agenc am. divers	U1		U2		U3		U4		U5		U6		U7
	Matériel de transport	U8		U9	142 662	V1		V2		V3	82 896	V4		V5
	Mat. bureau et inform. mobilier	V6		V7	340	V8		V9		W1	363	W2		W3
	Emballages récup. et divers	W4		W5		W6		W7		W8		W9		X1
	TOTAL III	X2		X3	249 212	X4		X5		X6	104 289	X7		X8
Frais d'acquisition de titres de participations TOTAL IV		NL						NM						NO
Total général (I + II + III + IV)		NP		NQ	249 212	NR		NS		NT	104 289	NU		NV
Total général non venant (NP + NQ + NR)		NW		249 212		Total général non venant (NS + NT + NU)		NY		104 289		Total général non venant (NW - NY)		NZ

CADRE C							
MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES*		Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements		Montant net à la fin de l'exercice	
Frais d'émission d'emprunt à étaler				Z9		Z8	
Primes de remboursement des obligations				SP		SR	

7

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

DGFIP N° 2056-SD 2019

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise		SARL ENTREPRISE LUC MAULET				Néant <input type="checkbox"/>				
Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice	DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice				
		1	2	3		4				
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers *	3T	TA	TB	TC					
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II) *	3U	TD	TE	TF					
	Provisions pour hausse des prix (1) *	3V	TG	TH	TI					
	Amortissements dérogatoires	3X	563 927	TM	249 212	TN	104 289			
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	D3		D4		D5				
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)	IJ		IK		IL				
	Autres provisions réglementées (1)	3Y		TP		TQ				
	TOTAL I	3Z	563 927	TS	249 212	TT	104 289	TU	708 851	
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges	4A		4B		4C		4D		
	Provisions pour garanties données aux clients	4E		4F		4G		4H		
	Provisions pour pertes sur marchés à terme	4J		4K		4L		4M		
	Provisions pour amendes et pénalités	4N		4P		4R		4S		
	Provisions pour pertes de change	4T		4U		4V		4W		
	Provisions pour pensions et obligations similaires	4X		4Y		4Z		5A		
	Provisions pour impôts (1)	5B		5C		5D		5E		
	Provisions pour renouvellement des immobilisations *	5F		5H		5J		5K		
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	EO		EP		EQ		ER		
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *	5R		5S		5T		5U		
	Autres provisions pour risques et charges (1)	5V	47 680	5W	52 040	5X	47 680	5Y	52 040	
	TOTAL II	5Z	47 680	TV	52 040	TW	47 680	TX	52 040	
	Provisions pour dépréciation	sur immobilisations	- incorporelles	6A		6B		6C		6D
- corporelles			6E		6F		6G		6H	
- titres mis en équivalence			02		03		04		05	
- titres de participation			9U		9V		9W		9X	
- autres immobilisations financières (1)*			06		07		08		09	
Sur stocks et en cours		6N		6P		6R		6S		
Sur comptes clients		6T	77 408	6U		6V	758	6W	76 650	
Autres provisions pour dépréciation (1)*		6X		6Y		6Z		7A		
TOTAL III		7B	77 408	TY		TZ	758	UA	76 650	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)		7C	689 015	UB	301 252	UC	152 727	UD	837 541	
Dont dotations et reprises	- d'exploitation	UE	52 040	UF	48 438					
	- financières	UG		UH						
	- exceptionnelles	UJ	249 212	UK	104 289					

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39-1-5° du C.G.I.

10

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.

NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Désignation de l'entreprise : SARL ENTREPRISE LUC MAULETNéant ☐ *

CADRE A		ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'un an 3		
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	UL		UM		UN				
	Prêts (1) (2)	UP		UR		US				
	Autres immobilisations financières	UT	19 580	UV		UW	19 580			
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	VA	99 105				99 105			
	Autres créances clients	UX	2 399 342		2 399 342					
	Créance représentative de titres (Provision pour dépréciation prêts ou remis en garantie * (UO))	ZI								
	Personnel et comptes rattachés	UY	33		33					
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	UZ								
	État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	VM	35 928		35 928				
		Taxe sur la valeur ajoutée	VB	19 549		19 549				
		Autres impôts, taxes et versements assimilés	VN							
		Divers	VP	500		500				
	Groupe et associés (2)	VC								
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	VR	29 915		29 915					
	Charges constatées d'avance	VS	36 018		36 018					
	TOTAUX		VT	2 639 970	VU	2 521 285	VV	118 685		
RENVIS	(1) Montant des - Prêts accordés en cours d'exercice	VD								
	- Remboursements obtenus en cours d'exercice	VE								
	(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)	VF								

CADRE B		ÉTAT DES DETTES		Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'1 an et 5 ans au plus 3		A plus de 5 ans 4	
Emprunts obligataires convertibles (1)	7Y										
	7Z										
Autres emprunts obligataires (1)	VG	à 1 an maximum à l'origine	1 611		1 611						
	VH	à plus d'1 an à l'origine	2 299 328		1 188 802		1 110 525				
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)		8A									
Fournisseurs et comptes rattachés		8B	455 802		455 802						
Personnel et comptes rattachés		8C	306 203		306 203						
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		8D	252 975		252 975						
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	8E									
	Taxe sur la valeur ajoutée	VW	509 683		509 683						
	Obligations cautionnées	VX									
	Autres impôts, taxes et assimilés	VQ	31 482		31 482						
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		8J									
Groupe et associés (2)		VI	75 229		75 229						
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		8K	68 651		68 651						
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie *		ZZ									
Produits constatés d'avance		8L									
TOTAUX		VY	4 000 963	VZ	2 890 438		1 110 525				
RENVIS	(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	VJ	1 579 650	(2) Montant des divers emprunts et dettes contrac- tés auprès des associés personnes physiques	VL	75 229					
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	VK	1 225 669	* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032							

Désignation de l'entreprise		SARL ENTREPRISE LUC MAULET		Formulaire déposé au titre de l'IR		ET		Néant <input type="checkbox"/> *		Exercice clos le		3 1 1 2 2 0 1 8			
I. RÉINTÉGRATIONS										BÉNÉFICE COMPTABLE DE L'EXERCICE					
Charges non admises en déduction du résultat fiscal	Rémunération du travail de l'exploitant ou des associés (entreprises à l'IR)												WA	679 766	
	Avantages personnels non déductibles * (sauf amortissements à porter ligne ci-dessous)		WD			Amortissements excédentaires (art. 39-4 du CGI) et autres amortissements non déductibles		WE			WB				
	Autres charges et dépenses somptuaires (art. 39-4 du C.G.I.)		WF			Taxe sur les véhicules des sociétés (entreprises à l'IS)		WG			XE				
	Fraction des loyers à réintégrer dans le cadre d'un crédit-bail immobilier et de levée d'option		RA			(Part des loyers dispensée de réintégration (art. 239 sexies D))		RB							
	Provisions et charges à payer non déductibles (cf. tableau 2058-B, cadre III)		WI	42 203	Charges à payer liées à des états et territoires non coopératifs non déductibles (cf. 2067-bis)		XX			XW	44 370				
	Amendes et pénalités		WJ	2 167	Charges financières (art. 212 bis) *		XZ								
	Réintégrations prévues à l'article 155 du CGI *												XY		
	Impôt sur les sociétés (cf. page 9 de la notice 2032-NOT-SD)												I7	132 010	
	Quote-part	Bénéfices réalisés par une société de personnes ou un GIE		WL			Résultats bénéficiaires visés à l'article 209 B du CGI		L7			K7			
	Régimes d'imposition particuliers et impositions différées	Moins-values nettes à long terme		- imposées aux taux de 15 % ou de 19 % (12,80 % pour les entreprises à l'impôt sur le revenu)										I8	
		- imposées au taux de 0 %										ZN			
Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs *		- Plus-values nettes à court terme										WN			
		- Plus-values soumises au régime des fusions										WO			
Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM * (entreprises à l'IS)												XR	10 650		
Réintégrations diverses à détailler sur feuillet séparé DONT *		Intérêts excédentaires (art. 39-1-3° et 212 du C.G.I.)		SU			Zones d'entreprises * (activité exonérée)		SW			WQ	13 300		
		Déficits étrangers antérieurement déduits par les PME (art. 209 C)		SX			Quote-part de 12 % des plus-values à taux zéro		M8						
Réintégration des charges affectées aux activités éligibles au régime de taxation au tonnage												Y1			
Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage												Y3			
										TOTAL I		WR	880 096		
II. DÉDUCTIONS										PERTE COMPTABLE DE L'EXERCICE					
Quote-part dans les pertes subies par une société de personne ou un G.I.E. *												WS			
Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement taxées, et réintégré dans les résultats comptables de l'exercice (cf. tableau 2058-B-SD, cadre III)												WU	7 138		
Régimes d'imposition particuliers et impositions différées	Plus-values nettes à long terme		- imposées au taux de 15 % (12,80 % pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu)										WV		
			- imposées au taux de 0 %										WH		
			- imposées au taux de 19 %										WP		
			- imputées sur les moins-values nettes à long terme antérieures										WW		
			- imputées sur les déficits antérieurs										XB		
	Autres plus-values imposées au taux de 19 %												I6		
Fraction des plus-values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée *												WZ			
Régime des sociétés mères et des filiales *		Produit net des actions et parts d'intérêts :		(Quote-part de frais et charges restant imposable à déduire des produits nets de participation		2A					XA				
Mesures d'incitation	Déduction autorisée au titre des investissements réalisés dans les collectivités d'outre-mer *												ZY		
	Majoration d'amortissement *												XD		
	Abattement sur le bénéfice et exonérations	Entreprises nouvelles - (Reprise d'entreprises en difficulté (+ séries))	K9			Entreprises nouvelles (+1 séries)	L2			Jeunes entreprises innovantes (art. 41 sexies A)	L5			XF	
		Pôle de compétitivité hors CICE (art. 44 undecies)	L6			Société investissements immobiliers cotées (art. 208 C)	K3			Zone de restructuration de la défense (+1 tridécies)	PA				
		ZFU-TE (art. 41 octies et octies A)	QV			Bassin d'emploi à redynamiser (art. 41 duodécies)	1F			Zone franche d'activité (art. 41 quaterdecies)	XC				
		Bassin urbain à dynamiser (art. 41 sexdecies)	PP			Zone de revitalisation rurale (art. 41 quinquedecies)				PC					
		Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM * (entreprises à l'IS)												XS	
Déductions diverses à détailler sur feuillet séparé		dont déduction exceptionnelle pour investissement *	X9	284 879		Créance dérogée par le report en arrière de déficit		ZI			XG	401 492			
Déduction des produits affectés aux activités éligibles au régime de taxation au tonnage												Y2			
III. RÉSULTAT FISCAL										TOTAL II		XH	408 630		
Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables :		bénéfice (I moins II)		XI		471 466				XJ					
		déficit (II moins I)													
Déficit de l'exercice reporté en arrière (entreprises à l'IS) *				ZL						XL					
Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice (entreprises à l'IS) *															
RÉSULTAT FISCAL BÉNÉFICE (ligne XN) ou DÉFICIT reportable en avant (ligne XO)				XN		471 466				XO					

Désignation de l'entreprise SARL ENTREPRISE LUC MAULET		Néant <input type="checkbox"/> *	
I. SUIVI DES DÉFICITS			
Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1)		K4	
Déficits imputés (total lignes XB et XL du tableau 2058-A)		K5	
Déficits reportables (différence K4 - K5)		K6	
Déficit de l'exercice (tableau 2058A, ligne XO)		YJ	
Total des déficits restant à reporter (somme K6 + YJ)		YK	
II. INDEMNITÉS POUR CONGÉS À PAYER, CHARGES SOCIALES ET FISCALES CORRESPONDANTES			
Montant déductible correspondant aux droits acquis par les salariés pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-I. 1 ^{er} bis Al. 1 ^{er} du CGI, dotations de l'exercice		ZT	
III. PROVISIONS ET CHARGES À PAYER, NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT			
(à détailler sur feuillet séparé)		Dotations de l'exercice	
Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes non déductibles pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-I. 1 ^{er} bis Al. 2 du CGI*		ZV	ZW
Provisions pour risques et charges *			
		8X	8Y
		8Z	9A
		9B	9C
Provisions pour dépréciation *			
		9D	9E
		9F	9G
		9H	9J
Charges à payer			
PARTICIPATION DES SALAIRES		9K	9L
		9M	9N
		9P	9R
		9S	9T
TOTAUX (YN = ZV à 9S) et (YO = ZW à 9T) à reporter au tableau 2058-A :		YN	YO
		ligne W1	
		ligne WU	

CONSÉQUENCES DE LA MÉTHODE PAR COMPOSANTS (art.237 septies du CGI)

Montant de la réintégration ou de la déduction	Montant au début de l'exercice	Imputations	Montant net à la fin de l'exercice
	LI		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

(1) Cette case correspond au montant porté sur la ligne YK du tableau 2058 B déposé au titre de l'exercice précédent.

TABLEAU D'AFFECTATION DU RÉSULTAT
ET RENSEIGNEMENTS DIVERS

DGFIP N° 2058-C-SD 2019

Désignation de l'entreprise : SARL ENTREPRISE LUC MAULET										Néant <input type="checkbox"/> *	
ORIGINES	Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie	ØC		AFFECTATIONS	Affectations aux réserves	- Réserves légales - Autres réserves	ZB				
	Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie	ØD	470 150		Dividendes		ZD	110 150			
	Prélèvements sur les réserves	ØE			Autres répartitions		ZE	360 000			
					Report à nouveau		ZF				
	TOTAL I	ØF	470 150		(NB : le total I doit nécessairement être égal au total II)	TOTAL II	ZH	470 150			
RENSEIGNEMENTS DIVERS								Exercice N :			
ENGAGEMENTS	- Engagements de crédit-bail mobilier (précisez le prix de revient des biens pris en crédit-bail)				J7	3 023 500	YQ	1 460 875			
	- Engagements de crédit-bail immobilier						YR				
	- Effets portés à l'escompte et non échus						YS				
DÉTAILS DES POSTES AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	- Sous-traitance						YT	334 157			
	- Locations, charges locatives et de copropriété (dont montant des loyers des biens pris en location pour une durée > 6 mois)				J8	147 768	XQ	161 081			
	- Personnel extérieur à l'entreprise						YU	12 786			
	- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (hors rétrocessions)						SS	43 874			
	- Rétrocessions d'honoraires, commissions et courtages						YV				
	- Autres comptes (dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles)				ES		ST	2 963 867			
	Total du poste correspondant à la ligne FW du tableau n° 2052						ZJ	3 515 765			
IMPÔTS ET TAXES	- Taxe professionnelle*, CFE, CVAE						YW	113 214			
	- Autres impôts, taxes et versements assimilés (dont taxe intérieure sur les produits pétroliers)				ZS		YZ	68 096			
	Total du poste correspondant à la ligne FW du tableau n° 2052						YX	181 310			
TVA	- Montant de la TVA collectée						YY	1 994 160			
	- Montant de la TVA déductible comptabilisée au cours de l'exercice au titre des biens et services ne constituant pas des immobilisations						YZ	861 283			
DIVERS	- Montant brut des salaires (cf. dernière déclaration sociale nominative au titre de 2018) *						ØB	1 791 215			
	- Montant de la plus-value constatée en franchise d'impôt lors de la première option pour le régime simplifié d'imposition *						ØS				
	- Taux d'intérêt le plus élevé servi aux associés à raison des sommes mises à la disposition de la société *						ZK	%			
	- Numéro de centre agréé *				XP						
	- Filiales et participations : (Liste au 2059-G prévu par art. 38 II de l'ann. III au CGI)										
	- Aides perçues ayant donné droit à la réduction d'impôt prévue au 4 de l'article 238 bis du CGI pour l'entreprise donatrice						RG				
RÉGIME DE GROUPE *	- Montant de l'investissement reçu qui a donné lieu à amortissement exceptionnel chez l'entreprise investisseur dans le cadre de l'article 217 octies						RH				
	Société : résultat comme si elle n'avait jamais été membre du groupe		JA		Plus-values à 15 %	JK		Plus-values à 0 %	JL		
					Plus-values à 19 %	JM		Imputations	JC		
	Groupe : résultat d'ensemble		JD		Plus-values à 15 %	JN		Plus-values à 0 %	JO		
					Plus-values à 19 %	JP		Imputations	JF		
	Si vous relevez du régime de groupe : indiquer 1 si société mère, 2 si société filiale		JH		N° SIRET de la société mère du groupe	JJ					

(1) Ce cadre est destiné à faire apparaître l'origine et le montant des sommes distribuées ou mises en réserve au cours de l'exercice dont les résultats font l'objet de la déclaration. Il ne concerne donc pas, en principe, les résultats de cet exercice mais ceux des exercices antérieurs, qu'ils aient ou non déjà fait l'objet d'une précédente affectation.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032 (et dans la notice n° 2058-NOT pour le régime de groupe).

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 et 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2014.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que le règlement ANC 2014-03, ANC 2015-06 et ANC 2015-07 relatif au plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Les hypothèses de base sont la :

- ◆ Continuité de l'exploitation ;
- ◆ Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- ◆ Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Principales méthodes utilisées :

1°) Immobilisations incorporelles

Le poste fonds commercial n'est pas amorti. Il ne fait l'objet d'aucune provision compte tenu d'une valeur supérieure à sa valeur comptable.

2°) Immobilisations corporelles

Au regard des dispositions comptables portant sur la pratique et la comptabilisation des amortissements, l'entreprise étant en dessous des seuils définis au deuxième alinéa de l'article 17 du Décret n° 83-1020 du 29 Novembre 1983 modifié, et entendant se ranger à l'avis 2005-D du 1^{er} Juin 2005 émis par le CNC a :

- continué comme par le passé à ne pas comptabiliser l'amortissement dégressif comme dérogatoire.
- considéré que les durées d'usage utilisées antérieurement au 1^{er} Janvier 2005 pour l'amortissement de ses biens non décomposables se confondaient avec leurs durées effectives d'utilisation.

L'entreprise n'a par ailleurs identifié dans ses actifs aucun élément décomposable, ni constaté de valeur résiduelle significative.

3°) Immobilisations financières et autres

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est dotée.

4°) Stocks

Les stocks sont évalués à partir des prix d'acquisition ou des coûts de production.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires significatifs.

5°) Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

6°) Méthodes d'évaluation et de présentation

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été sensiblement modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Autres informations :

La société a constaté au 31 Décembre 2018 dans un sous compte de charges sociales le Crédit Impôt Compétitivité Emploi acquis à cette date pour un montant de 105 433 €.

Le Crédit d'Impôt sera utilisé pour améliorer la compétitivité de notre entreprise, en particulier en participant :

- au financement de nos investissements
- au financement de nos efforts d'innovation (amélioration de la productivité en particulier)
- à nos efforts en matière de recrutement et de formation
- à la recherche de nouveaux marchés et débouchés commerciaux
- à l'amélioration de notre fonds de roulement

Notes sur le bilan actif

Fonds commercial (hors droit au bail) = 7 622 E

Fonds commercial	Valeur brute	Amort./Provis.	Valeur nette	Taux
Fonds acheté	7 622		7 622	%
Fonds réévalué				%
Fonds reçu en apport				%
TOTAL	7 622		7 622	

Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes = 10 836 590 E

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	14 374			14 374
Immobilisations corporelles	9 058 488	2 041 643	341 667	10 758 464
Immobilisations financières	64 750	2	1 000	63 752
TOTAL	9 137 611	2 041 645	342 667	10 836 590

Amortissements et provisions d'actif = 6 963 807 E

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	6 751			6 751
Immobilisations corporelles	6 096 776	1 184 295	324 016	6 957 055
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
TOTAL	6 103 528	1 184 295	324 016	6 963 807

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Concess.brevets licences	6 751	6 751	0	1 ans
Fonds commercial	7 622	0	7 622	Non amortiss.
Inst. techn.mat.out. indust	717 325	526 837	190 487	de 2 à 10 ans
Bull. chargeur a pneus	1 160 989	626 469	534 520	de 1 à 5 ans
Pelle chen,pelle a pneus	431 421	128 332	303 089	de 2 à 5 ans
Instal./agenc.divers	87 855	84 814	3 041	de 5 à 10 ans
Port.remorqu,s-remor,tract	7 381 071	5 064 185	2 316 886	de 1 à 5 ans
Voiture fourgon divers	652 043	464 045	187 997	de 2 à 5 ans
Mat.bureau & informatique	63 552	60 714	2 838	de 3 à 10 ans
Mobilier	1 660	1 660	0	5 ans
Immo.corporel. en cours	262 549	0	262 549	Non amortiss.
TOTAL	10 772 838	6 963 807	3 809 031	

Etat des créances = 2 639 970 E

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	19 580		19 580
Actif circulant & charges d'avance	2 620 390	2 521 285	99 105
TOTAL	2 639 970	2 521 285	118 685

Provisions pour dépréciation = 76 650 E

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	utilisées	non utilisées	A la clôture
Stocks et en-cours					
Comptes de tiers	77 408	11 616	12 374		76 650
Comptes financiers					
TOTAL	77 408	11 616	12 374		76 650

Notes sur le bilan passif

Capital social = 1 000 000 E

Mouvements des titres	Nombre	Val. nominale	Capital social
Titres en début d'exercice	500	2000,00	1 000 000
Titres émis			
Titres remboursés ou annulés			
Titres en fin d'exercice	500	2000,00	1 000 000

Provisions = 760 891 E

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Utilisées	Non utilisées	A la clôture
Provisions réglementées	563 927	249 212	104 289		708 851
Provisions pour risques & charges	47 680	52 040	47 680		52 040
TOTAL	611 607	301 252	151 969		760 891

Etat des dettes = 4 000 963 E

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	2 300 939	1 190 414	1 110 525	
Dettes financières diverses	75 229	75 229		
Fournisseurs	455 802	455 802		
Dettes fiscales & sociales	1 100 342	1 100 342		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	68 651	68 651		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	4 000 963	2 890 438	1 110 525	

Autres informations**Effectif moyen**

Catégories de salariés	Salariés
Cadres	
Agents de maîtrise & techniciens	
Employés	5
Ouvriers	52
Apprentis	3
TOTAL	60

Engagements financiers reçus

	TOTAL	ACCORDES PAR	
		DIRIGEANTS	AUTRES
Avals, Cautions, Garanties			
• Actions de garanties			
• Plafond d'escompte	50 000		50 000
• Plafond de découvert	121 550		121 550
• Blocages des comptes courants			
• Crédit bail	1 460 875		1 460 875
• Cautions bancaires	400 000		400 000
• Plafond loi Dailly	50 000		50 000

Engagements hors bilan

RUBRIQUES	Montant hors bilan
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pension	19 988
Autres engagements donnés	
• Crédit bail (redevances restant à courir)	1 460 875
• Intérêts restant à payer / emprunts en cours	9 956
• Dettes garanties par des sûretés réelles	383 311
TOTAL	1 874 130

Dettes garanties par des sûretés réelles

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit : 383 311 €

Autres informations (suite)

INFORMATIONS RELATIVES AU CREDIT-BAIL

Tableaux financiers relatifs aux crédits-baux en cours

Redevances restant dues	Immobilier	Mat. & Outil.	Autres immob.	TOTAL
A 1 an au plus		840 601		840 601
Entre 1 et 5 ans		620 274		620 274
A plus de 5 ans				
Total		1 460 875		1 460 875

Tableau des filiales et participations

Tableau

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
<i>- Filiales (plus de 50% du capital détenu)</i>										
<i>Participations (10 à 50 % du capital détenu)</i>										
MAULET PASQUALIN	90 000	-74 836	25	20 000	20 000			1 219 857	166 959	

POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

Produits à recevoir = 60 271 E

Produits à recevoir sur clts et comptes rattachés	Montant
<i>Clients factures à établir</i>	29 856
TOTAL	29 856

Produits à recevoir sur autres créances	Montant
<i>Fourn rrr à obtenir</i>	2 122
<i>Etat produits à recevoir</i>	500
<i>Divers produits à recevoir</i>	27 793
TOTAL	30 415

Charges constatées d'avance = 36 018 E

Charges constatées d'avance	Montant
<i>Charges constatées d'avance</i>	36 018
TOTAL	36 018

Charges à payer = 691 715 E

Emprunts & dettes auprès des étab. de crédit	Montant
<i>Interets courus à payer</i>	497
<i>Interets courus à payer</i>	1 611
TOTAL	2 108

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Montant
<i>Fourn factures non parvenues</i>	50 297
TOTAL	50 297

Dettes fiscales et sociales	Montant
<i>Dettes prov particip salaries</i>	42 203
<i>Salaires charges à payer</i>	264 000
<i>Org.soc. charges à payer</i>	252 975
<i>Etat charges à payer</i>	31 482
TOTAL	590 660

Autres dettes	Montant
<i>Divers charges à payer</i>	32 825
<i>Clients rrr à accorder</i>	15 826
TOTAL	48 651

GRT CONSULTANTS

Commissaires aux Comptes

Société inscrite sur la liste nationale des commissaires aux comptes, rattachée à la CRCC de Chambéry

**SELARL au capital de 8 000 €
Siret 433 524 980 00037**

SARL Entreprise Luc MAULET

Société A Responsabilité Limitée au capital de 1 000 000 €

Siège Social : 3056 Route Nationale 203

74800 ETEAUX

EXERCICE CLOS LE 31 Décembre 2018

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SELARL au capital de 8 000 €
Siret 433 524 980 00037
85 Av de la Plaine
74970 MARIGNIER
Tél : 04 50 18 07 40



**commissaire
aux comptes**

SARL LUC MAULET
Société à Responsabilité Limitée au capital de 1 000 000 €

Siège social : 3056 Route Nationale 203
74800 ETEAUX

SIR 349 637 967

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Comptes annuels – Exercice clos le 31 Décembre 2018

A l'Assemblée Générale de la société « **LUC MAULET** »

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société **LUC MAULET** relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} Janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Estimation comptable

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par la société concernant les points suivants :

- Provisions pour litiges : nous avons apprécié le bien fondé des provisions ainsi que le caractère raisonnable de leurs estimations sur la base des demandes formulées.
- Provision sur créances clients : nous avons procédé à l'appréciation de la méthode utilisée basée sur l'ancienneté des créances et leur risque total d'irrecouvrabilité et vérifié la correcte application de la méthode retenue.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion des Gérants et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-4 du code de commerce, pris en application de l'article L.441-6-1 dudit code, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par les Gérants.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marignier,
Le 17 Juin 2019

Le Commissaire aux comptes
GRT CONSULTANTS
L. RUBIN DELANCHY



SARL ENTREPRISE LUC MAULET

3056 ROUTE NATIONALE 203

74800 ETEAUX

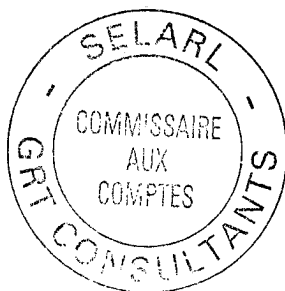
BILAN ET COMPTE DE RÉSULTAT

Présenté en Euros

Période du 01/01/2018 au 31/12/2018

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Capital souscrit non appelé (0)						
Actif Immobilisé						
Frais d'établissement						
Recherche et développement						
Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires	6 751	6 751				
Fonds commercial	7 622		7 622	0,10	7 622	0,12
Autres immobilisations incorporelles						
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels	2 309 734	1 281 638	1 028 096	14,07	616 972	9,86
Autres immobilisations corporelles	8 186 181	5 675 418	2 510 763	34,36	2 331 496	37,28
Immobilisations en cours	262 549		262 549	3,59	13 243	0,21
Avances & acomptes						
Participations évaluées selon mise en équivalence						
Autres Participations	20 000		20 000	0,27	20 000	0,32
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés	24 172		24 172	0,33	24 170	0,39
Prêts						
Autres immobilisations financières	19 580		19 580	0,27	20 580	0,33
TOTAL (I)	10 836 590	6 963 807	3 872 783	53,00	3 034 084	48,51
Actif circulant						
Matières premières, approvisionnements	104 240		104 240	1,43	118 620	1,90
En cours de production de biens	28 672		28 672	0,39	14 000	0,22
En cours de production de services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes						
Clients et comptes rattachés	2 498 447	76 650	2 421 797	33,15	2 142 102	34,25
Autres créances						
Fournisseurs débiteurs						
Personnel	33		33	0,00		
Organismes sociaux						
Etat, impôts sur les bénéfices	35 928		35 928	0,49	129 750	2,07
Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	19 549		19 549	0,27	10 433	0,17
Autres	30 415		30 415	0,42	63 780	1,02
Capital souscrit et appelé, non versé						
Valeurs mobilières de placement	316 144		316 144	4,33	316 144	5,05
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	440 987		440 987	6,04	387 047	6,19
Charges constatées d'avance	36 018		36 018	0,49	38 218	0,61
TOTAL (II)	3 510 432	76 650	3 433 782	47,00	3 220 095	51,49
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des obligations (IV)						
Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL ACTIF (0 à V)	14 347 022	7 040 457	7 306 566	100,00	6 254 178	100,00

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)
Capitaux propres		
Capital social ou individuel (dont versé : 1 000 000)	1 000 000	1 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	100 000	100 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	764 945	654 795
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice	679 766	470 150
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	708 851	563 927
TOTAL (I)	3 253 562	2 788 873
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL (II)		
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques	52 040	47 680
Provisions pour charges		
TOTAL (III)	52 040	47 680
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
. Emprunts	2 299 328	1 945 376
. Découverts, concours bancaires	1 611	8 055
Emprunts et dettes financières diverses		
. Divers		
. Associés	75 229	9 818
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	455 802	561 459
Dettes fiscales et sociales		
. Personnel	306 203	199 138
. Organismes sociaux	252 975	180 148
. Etat, impôts sur les bénéfices		
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	509 683	439 308
. Etat, obligations cautionnées		
. Autres impôts, taxes et assimilés	31 482	11 700
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	68 651	62 624
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL (IV)	4 000 963	3 417 626
Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF (I à V)	7 306 566	6 254 178



COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2018 au 31/12/2018

Présenté en Euros

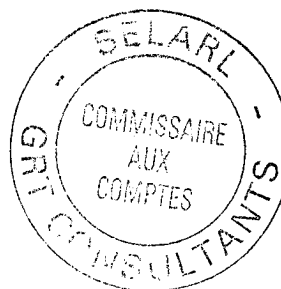
COMPTE DE RÉSULTAT			Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)		%
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%	
Ventes de marchandises									
Production vendue biens	10 165		10 165	0,10	14 577	0,15	-4 412	-30,26	
Production vendue services	10 608 573	40 472	10 649 046	99,90	9 534 230	99,85	1 114 816	11,69	
Chiffres d'Affaires Nets	10 618 738	40 472	10 659 210	100,00	9 548 807	100,00	1 110 403	11,63	
Production stockée			14 672	0,14	-28 000	-0,28	42 672	152,40	
Production immobilisée									
Subventions d'exploitation									
Reprises sur amortis. et prov., transfert de charges			156 109	1,46	130 863	1,37	25 246	19,29	
Autres produits			3 338	0,03	113	0,00	3 225	N/S	
Total des produits d'exploitation (I)			10 833 330	101,63	9 651 783	101,08	1 181 547	12,24	
Achats de marchandises (y compris droits de douane)									
Variation de stock (marchandises)									
Achats de matières premières et autres approvisionnements			1 221 715	11,46	1 248 979	13,08	-27 264	-2,17	
Variation de stock (matières premières et autres approv.)			14 380	0,13	5 640	0,06	8 740	154,96	
Autres achats et charges externes			3 515 765	32,98	3 290 561	34,46	225 204	6,84	
Impôts, taxes et versements assimilés			181 310	1,70	195 300	2,05	-13 990	-7,15	
Salaires et traitements			2 924 466	27,44	2 500 922	26,19	423 544	16,94	
Charges sociales			946 741	8,88	824 150	8,63	122 591	14,87	
Dotations aux amortissements sur immobilisations			1 184 295	11,11	1 072 471	11,23	111 824	10,43	
Dotations aux provisions sur immobilisations									
Dotations aux provisions sur actif circulant									
Dotations aux provisions pour risques et charges			52 040	0,49	47 680	0,50	4 360	9,14	
Autres charges			12 383	0,12	36 007	0,38	-23 624	-65,60	
Total des charges d'exploitation (II)			10 053 095	94,31	9 221 709	96,57	831 386	9,02	
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			780 235	7,32	430 074	4,50	350 161	81,42	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun									
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)									
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)									
Produits financiers de participations									
Produits des autres valeurs mobilières et créances									
Autres intérêts et produits assimilés			764	0,01	3 842	0,04	-3 078	-80,10	
Reprises sur provisions et transferts de charges									
Différences positives de change									
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement									
Total des produits financiers (V)			764	0,01	3 842	0,04	-3 078	-80,10	
Dotations financières aux amortissements et provisions									
Intérêts et charges assimilées			9 625	0,09	11 895	0,12	-2 270	-19,07	
Différences négatives de change									
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements									
Total des charges financières (VI)			9 625	0,09	11 895	0,12	-2 270	-19,07	
RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)			-8 861	-0,07	-8 053	-0,07	-808	-10,02	
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			771 374	7,24	422 021	4,42	349 353	82,78	

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2018 au 31/12/2018

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	292 167	2,74	268 817	2,82	23 350	8,69
Produits exceptionnels sur opérations en capital	104 289	0,98	81 230	0,85	23 059	28,39
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Total des produits exceptionnels (VII)	396 456	3,72	350 047	3,67	46 409	13,26
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 167	0,02	2 742	0,03	-575	-20,96
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	18 651	0,17	199	0,00	18 452	N/S
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	249 212	2,34	194 700	2,04	54 512	28,00
Total des charges exceptionnelles (VIII)	270 030	2,53	197 640	2,07	72 390	36,63
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	126 425	1,19	152 407	1,60	-25 982	-17,04
Participation des salariés (IX)	97 203	0,91	57 138	0,60	40 065	70,12
Impôts sur les bénéfices (X)	120 830	1,13	47 139	0,49	73 691	156,33
Total des Produits (I+III+V+VII)	11 230 550	105,36	10 005 671	104,78	1 224 879	12,24
Total des Charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	10 550 783	98,98	9 535 521	99,86	1 015 262	10,65
RÉSULTAT NET	679 766	6,38	470 150	4,92	209 616	44,58
	<i>Bénéfice</i>		<i>Bénéfice</i>			
Dont Crédit-bail mobilier	846 979	7,95	774 119	8,11	72 860	9,41
Dont Crédit-bail immobilier						



ANNEXE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 et 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2014.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que le règlement ANC 2014-03, ANC 2015-06 et ANC 2015-07 relatif au plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

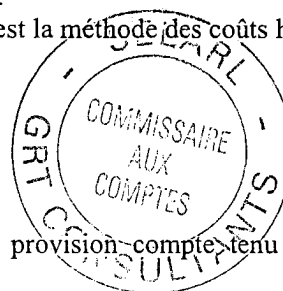
Les hypothèses de base sont la :

- ◆ Continuité de l'exploitation ;
- ◆ Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- ◆ Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Principales méthodes utilisées :



1°) Immobilisations incorporelles

Le poste fonds commercial n'est pas amorti. Il ne fait l'objet d'aucune provision comptable, tenu d'une valeur supérieure à sa valeur comptable.

2°) Immobilisations corporelles

Au regard des dispositions comptables portant sur la pratique et la comptabilisation des amortissements, l'entreprise étant en dessous des seuils définis au deuxième alinéa de l'article 17 du Décret n° 83-1020 du 29 Novembre 1983 modifié, et entendant se ranger à l'avis 2005-D du 1^{er} Juin 2005 émis par le CNC a :

- continué comme par le passé à ne pas comptabiliser l'amortissement dégressif comme dérogatoire.
- considéré que les durées d'usage utilisées antérieurement au 1^{er} Janvier 2005 pour l'amortissement de ses biens non décomposables se confondaient avec leurs durées effectives d'utilisation.

L'entreprise n'a par ailleurs identifié dans ses actifs aucun élément décomposable, ni constaté de valeur résiduelle significative.

3°) Immobilisations financières et autres

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est dotée.

4°) Stocks

Les stocks sont évalués à partir des prix d'acquisition ou des coûts de production.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires significatifs.

5°) Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

6°) Méthodes d'évaluation et de présentation

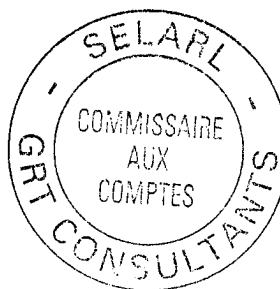
Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été sensiblement modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Autres informations :

La société a constaté au 31 Décembre 2018 dans un sous compte de charges sociales le Crédit Impôt Compétitivité Emploi acquis à cette date pour un montant de 105 433 €.

Le Crédit d'Impôt sera utilisé pour améliorer la compétitivité de notre entreprise, en particulier en participant :

- au financement de nos investissements
- au financement de nos efforts d'innovation (amélioration de la productivité en particulier)
- à nos efforts en matière de recrutement et de formation
- à la recherche de nouveaux marchés et débouchés commerciaux
- à l'amélioration de notre fonds de roulement



Notes sur le bilan actif

Fonds commercial (hors droit au bail) = 7 622 E

Fonds commercial	Valeur brute	Amort./Provis.	Valeur nette	Taux
Fonds acheté	7 622		7 622	%
Fonds réévalué				%
Fonds reçu en apport				%
TOTAL	7 622		7 622	

Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes = 10 836 590 E

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	14 374			14 374
Immobilisations corporelles	9 058 488	2 041 643	341 667	10 758 464
Immobilisations financières	64 750	2	1 000	63 752
TOTAL	9 137 611	2 041 645	342 667	10 836 590

Amortissements et provisions d'actif = 6 963 807 E

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	6 751			6 751
Immobilisations corporelles	6 096 776	1 184 295	324 016	6 957 055
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
TOTAL	6 103 528	1 184 295	324 016	6 963 807

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

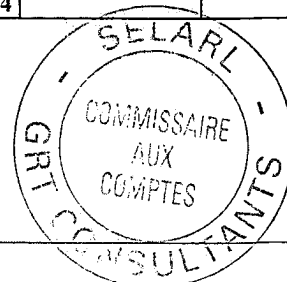
Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Concess.brevets licences	6 751	6 751	0	1 ans
Fonds commercial	7 622	0	7 622	Non amortiss.
Inst. techn.mat.out. indust	717 325	526 837	190 487	de 2 à 10 ans
Bull, chargeur a pneus	1 160 989	626 469	534 520	de 1 à 5 ans
Pelle chen,pelle a pneus	431 421	128 332	303 089	de 2 à 5 ans
Instal./agenc.divers	87 855	84 814	3 041	de 5 à 10 ans
Port.remorqu,s-remor,tract	7 381 071	5 064 185	2 316 886	de 1 à 5 ans
Voiture fourgon divers	652 043	464 045	187 997	de 2 à 5 ans
Mat.bureau & informatique	63 552	60 714	2 838	de 3 à 10 ans
Mobilier	1 660	1 660	0	5 ans
Immo.corporel. en cours	262 549	0	262 549	Non amortiss.
TOTAL	10 772 838	6 963 807	3 809 031	

Etat des créances = 2 639 970 E

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	19 580		19 580
Actif circulant & charges d'avance	2 620 390	2 521 285	99 105
TOTAL	2 639 970	2 521 285	118 685

Provisions pour dépréciation = 76 650 E

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	utilisées	non utilisées	A la clôture
Stocks et en-cours					
Comptes de tiers	77 408	11 616	12 374		76 650
Comptes financiers					
TOTAL	77 408	11 616	12 374		76 650



Notes sur le bilan passif

Capital social = 1 000 000 E

Mouvements des titres	Nombre	Val. nominale	Capital social
Titres en début d'exercice	500	2000,00	1 000 000
Titres émis			
Titres remboursés ou annulés			
Titres en fin d'exercice	500	2000,00	1 000 000

Provisions = 760 891 E

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Utilisées	Non utilisées	A la clôture
Provisions réglementées	563 927	249 212	104 289		708 851
Provisions pour risques & charges	47 680	52 040	47 680		52 040
TOTAL	611 607	301 252	151 969		760 891

Etat des dettes = 4 000 963 E

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	2 300 939	1 190 414	1 110 525	
Dettes financières diverses	75 229	75 229		
Fournisseurs	455 802	455 802		
Dettes fiscales & sociales	1 100 342	1 100 342		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	68 651	68 651		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	4 000 963	2 890 438	1 110 525	



Autres informations*Effectif moyen*

Catégories de salariés	Salariés
Cadres	
Agents de maîtrise & techniciens	
Employés	5
Ouvriers	52
Apprentis	3
TOTAL	60

Engagements financiers reçus

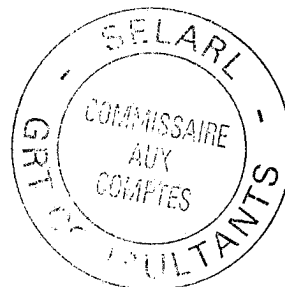
	TOTAL	ACCORDES PAR	
		DIRIGEANTS	AUTRES
<i>Avals, Cautions, Garanties</i>			
♦ Actions de garanties			
♦ Plafond d'escompte	50 000		50 000
♦ Plafond de découvert	121 550		121 550
♦ Blocages des comptes courants			
♦ Crédit bail	1 460 875		1 460 875
♦ Cautions bancaires	400 000		400 000
♦ Plafond loi Dailly	50 000		50 000

Engagements hors bilan

RUBRIQUES	Montant hors bilan
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pension	19 988
Autres engagements donnés	
. Crédit bail (redevances restant à courir)	1 460 875
. Intérêts restant à payer / emprunts en cours	9 956
. Dettes garanties par des sûretés réelles	383 311
TOTAL	1 874 130

Dettes garanties par des sûretés réelles

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit : 383 311 €



Autres informations (suite)

INFORMATIONS RELATIVES AU CREDIT-BAIL

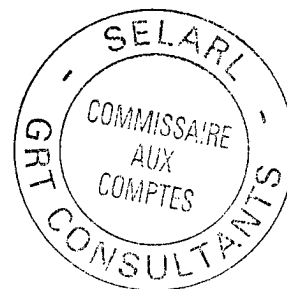
Tableaux financiers relatifs aux crédits-baux en cours

Redevances restant dues	Immobilier	Mat. & Outil.	Autres immob.	TOTAL
A 1 an au plus		840 601		840 601
Entre 1 et 5 ans		620 274		620 274
A plus de 5 ans				
Total		1 460 875		1 460 875

Tableau des filiales et participations

Tableau

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A.I.L.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
<i>- Filiales (plus de 50% du capital détenu)</i>										
<i>Participations (10 à 50 % du capital détenu)</i>										
MAULET PASQUALIN	90 000	-74 836	25	20 000	20 000			1 219 857	166 959	



POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

Produits à recevoir = 60 271 E

Produits à recevoir sur cts et comptes rattachés	Montant
<i>Clients factures à établir</i>	29 856
TOTAL	29 856

Produits à recevoir sur autres créances	Montant
<i>Fourn rrr à obtenir</i>	2 122
<i>Etat produits à recevoir</i>	500
<i>Divers produits à recevoir</i>	27 793
TOTAL	30 415

Charges constatées d'avance = 36 018 E

Charges constatées d'avance	Montant
<i>Charges constatées d'avance</i>	36 018
TOTAL	36 018

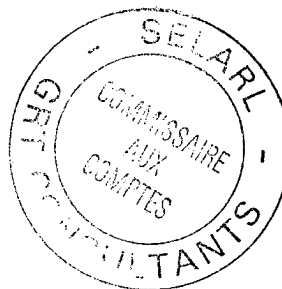
Charges à payer = 691 715 E

Emprunts & dettes auprès des étab. de crédit	Montant
<i>Interets courus à payer</i>	497
<i>Interets courus à payer</i>	1 611
TOTAL	2 108

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Montant
<i>Fourn factures non parvenues</i>	50 297
TOTAL	50 297

Dettes fiscales et sociales	Montant
<i>Dettes prov particip salaries</i>	42 203
<i>Salaires charges à payer</i>	264 000
<i>Org.soc. charges à payer</i>	252 975
<i>Etat charges à payer</i>	31 482
TOTAL	590 660

Autres dettes	Montant
<i>Divers charges à payer</i>	32 825
<i>Clients rrr à accorder</i>	15 826
TOTAL	48 651



DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D EXERCIC.**DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR****Etat produits à recevoir**

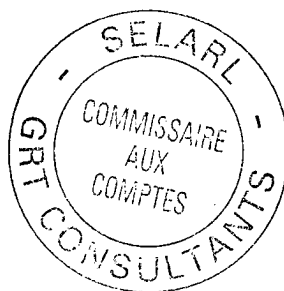
Aide à l'embauche	500,00
-------------------	--------

Divers produits à recevoir

Remboursement sinistres	21 105,98
Remboursement stage de formation	5 086,74
Prestations de services	1 600,00
	<u>27 792,72</u>

DETAIL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE**Charges constatées d'avance**

Crédit bail	32 572,00
Maintenance	1 545,99
Location immobilière	1 900,00
	<u>36 017,99</u>



DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D EXERCICE**DETAIL DES CHARGES A PAYER**

Dettes provisionnées sur participation des salariés 42 203,00

Salaires charges à payer

Gratifications et primes 264 000,00

Organismes sociaux charges à payer

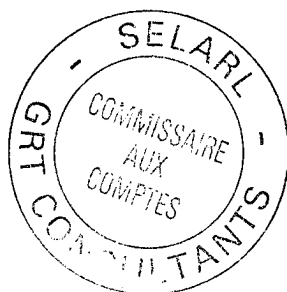
Caisse des congés payés	62 895,00
URSSAF	51 369,00
Cotisations retraites et prévoyances	33 242,28
Cotisations mutuelle	7 442,23
URSSAF des indépendants	22 306,00
Charges sociales sur primes	39 000,00
Charges sociales sur gratifications	36 720,00
	<hr/>
	252 974,51

Etat charges à payer

Taxe d'apprentissage	12 100,00
CET	19 382,00
	<hr/>
	31 482,00

Divers charges à payer

Honoraires	16 100,00
Frais de déplacements	5 613,51
Electricité	700,00
Assurances	10 411,87
	<hr/>
	32 825,38



LUC MAULET

Société à responsabilité limitée
au capital de 1.000.000 Euros

Siège social : 3056 Route Nationale 203 – 74800 ETEAUX

349.637.967 RCS ANNECY

AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 28 JUIN 2019

RESOLUTION PROPOSEE

L'Assemblée Générale, approuvant la proposition de la Gérance, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2018, s'élevant à la somme de 679.766,17 € de la façon suivante :

- à titre de dividendes aux associés, la somme de	540.000,00 euros
- le solde au compte « Autres réserves », soit	139.766,17 euros

Le dividende est ainsi fixé à 1.080 € par part sociale et sera payable au siège social à compter du 1^{er} Juillet 2019.

Conformément aux dispositions de l'article 200 A 1 A 1^{er} du Code général des impôts, les dividendes, lorsqu'ils sont versés à compter du 1^{er} janvier 2018 à des contribuables personnes physiques domiciliés fiscalement en France, font l'objet de plein droit de la « flat tax » ou prélèvement forfaitaire unique fixé à ce jour au taux de 12,8% auquel s'ajoutent les prélèvements sociaux au taux actuel de 17,20%, soit une taxation globale de 30%.

Toutefois, les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant dernière année est inférieur à 50 000 € (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75 000 € (contribuables soumis à une imposition commune) peuvent demander à être dispensés du prélèvement forfaitaire de 12,8% - la dispense permettant de différer le paiement de l'impôt.

Conformément à l'article 242 quater du Code général des impôts, la demande de dispense, qui prend la forme d'une attestation sur l'honneur, doit être formulée, sous la responsabilité du contribuable avant le 30 novembre de l'année précédant celle du paiement.

Enfin, il est précisé que les personnes physiques peuvent opter annuellement pour l'imposition de leurs revenus mobiliers selon le barème progressif lors du dépôt de leur déclaration de revenus ; ladite option étant irrévocable et concerne l'ensemble des revenus et plus-values de l'année - l'option du barème progressif permettant de conserver l'abattement de 40% sur les dividendes bruts et la CSG déductible de 6,8%.

Le prélèvement forfaitaire de 12,8% acquitté lors de la mise en paiement du dividende sera déduit de l'impôt dû.

Enfin, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du CGI, l'Assemblée Générale prend acte qu'il a été procédé aux distributions de dividendes suivantes au titre des trois derniers exercices :

Exercice	Dividende versé par part sociale	Eligibles à la réfaction	Non éligibles à la réfaction
31.12.2015	600 €	600 €	0 €
31.12.2016	600 €	600 €	0 €
31.12.2017	720 €	720 €	0 €

RESOLUTION VOTEE

L'Assemblée Générale, approuvant la proposition de la Gérance, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2018, s'élevant à la somme de 679.766,17 € de la façon suivante :

- à titre de dividendes aux associés, la somme de 540.000,00 euros
- le solde au compte « Autres réserves », soit 139.766,17 euros

Le dividende est ainsi fixé à 1.080 € par part sociale et sera payable au siège social à compter du 1^{er} Juillet 2019.

Conformément aux dispositions de l'article 200 A 1 A 1^{er} du Code général des impôts, les dividendes, lorsqu'ils sont versés à compter du 1^{er} janvier 2018 à des contribuables personnes physiques domiciliés fiscalement en France, font l'objet de plein droit de la « flat tax » ou prélèvement forfaitaire unique fixé à ce jour au taux de 12,8% auquel s'ajoutent les prélèvements sociaux au taux actuel de 17,20%, soit une taxation globale de 30%.

Toutefois, les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant dernière année est inférieur à 50 000 € (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75 000 € (contribuables soumis à une imposition commune) peuvent demander à être dispensés du prélèvement forfaitaire de 12,8% - la dispense permettant de différer le paiement de l'impôt.

Conformément à l'article 242 quater du Code général des impôts, la demande de dispense, qui prend la forme d'une attestation sur l'honneur, doit être formulée, sous la responsabilité du contribuable avant le 30 novembre de l'année précédant celle du paiement.

Enfin, il est précisé que les personnes physiques peuvent opter annuellement pour l'imposition de leurs revenus mobiliers selon le barème progressif lors du dépôt de leur déclaration de revenus ; ladite option étant irrévocable et concerne l'ensemble des revenus et plus-values de l'année - l'option du barème progressif permettant de conserver l'abattement de 40% sur les dividendes bruts et la CSG déductible de 6,8%.

Le prélèvement forfaitaire de 12,8% acquitté lors de la mise en paiement du dividende sera déduit de l'impôt dû.

Enfin, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du CGI, l'Assemblée Générale prend acte qu'il a été procédé aux distributions de dividendes suivantes au titre des trois derniers exercices :

Exercice	Dividende versé par part sociale	Eligibles à la réfaction	Non éligibles à la réfaction
31.12.2015	600 €	600 €	0 €
31.12.2016	600 €	600 €	0 €
31.12.2017	720 €	720 €	0 €

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Pour copie certifiée conforme.

La gérance,
Bruno MAULET

Christophe MAULET

Bertrand MAULET